



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025273-0004

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires de mesures conservatoires visant à réduire l'impact sur les chiroptères et l'avifaune sur le parc éolien des PUYATS exploité par la société Parc éolien des Puyats sur le territoire des communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-3 ; L. 181-4 ; L. 411-1 ; L. 511-1 ; L. 515-44 ; R. 181-45 ; R. 511-9 et R. 512-69 ;

**VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2019204-0001 du 23 juillet 2019 portant autorisation d'exploiter un parc éolien composé de 8 éoliennes et 2 postes de livraison sur les communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE par la société Parc éolien des Puyats ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de suivi environnemental pour l'année 2024 transmis le 23 juin 2025 à l'inspection des installations classées ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 8 août 2025 ;

**VU** le courrier recommandé du 8 août 2025 avec accusé de réception du 14 août 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société Parc éolien des Puyats, et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par courriel du 28 août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi de mortalité du parc éolien des Puyats susvisé n'a pas mis en évidence de mortalité de chiroptères ; que le parc était asservi à un système de bridage au moment du suivi ; que les paramètres de bridage appliqués se sont révélés adaptés à l'activité chiroptérologique du site ; qu'il y a lieu, en conséquence, de prescrire cette mesure à titre réglementaire par le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi de mortalité susvisé a mis en avant plusieurs cas de mortalité impliquant des espèces d'oiseaux protégées, dont certaines à statut de conservation préoccupant notamment le Faucon crécerelle, le Martinet noir, le busard Saint-Martin, le Milan royal ; que les suivis environnementaux antérieurs réalisés en 2022 et 2023 ont mis en avant une mortalité récurrente sur les rapaces ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien des Puyats est situé à proximité de zones écologiquement sensibles et de couloirs de migration identifiés par le Schéma Régional Éolien de 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que le niveau d'incertitude des estimations de mortalité ne permet pas d'écarter un impact significatif sur l'avifaune ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures, notamment la mise en place de zones de quiétude, de perchoirs sont proposées ; qu'il convient de prescrire ces mesures afin de limiter la mortalité de l'avifaune sur le parc éolien des Puyats ;

**CONSIDÉRANT** que le Milan royal fait partie des espèces à enjeux majeurs en raison de son statut de conservation défavorable et de sa sensibilité élevée à l'éolien ; que le Milan royal est protégé au titre de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 susvisé, qui interdit strictement, en tout temps, la destruction d'individu appartenant à cette espèce ; qu'un cas de mortalité serait survenu en fin de période de migration pré-nuptiale sur l'éolienne E3 ; que les suivis ont permis d'observer en période de migration pré-nuptiale, 3 individus en 2017, 9 en 2022, 4 en 2023 et un individu en 2024 ; le suivi de mortalité avifaunistique a été réalisé entre les mois de mai et septembre, sans couvrir la période de migration pré-nuptiale ; que l'exploitant ne démontre pas l'absence d'impact du parc éolien sur le Milan royal durant cette période ; qu'il convient, en conséquence, d'étendre le suivi environnemental de mortalité à la période de migration afin de mieux évaluer les effets du parc éolien sur cette espèce et sur l'ensemble des rapaces migrateurs ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société Parc éolien des Puyats, dont le siège social se situe 2 rue de l'épine à VILLENEUVE-D'ASQ (59650), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien des Puyats situé sur le territoire des communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE.

## **Article 2 : Actions concernant la préservation des chiroptères**

Afin de limiter l'impact du parc éolien des Puyats sur les chiroptères, l'exploitant met en œuvre une mesure d'arrêt temporaire des éoliennes, applicable à l'ensemble des machines du parc, dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin :
  - température ambiante supérieure à 13 °C,
  - vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;
- Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre :
  - température ambiante supérieure à 13 °C,
  - vitesse du vent inférieure ou égale à 6 m/s ;
- Entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 octobre :
  - température ambiante supérieure à 13 °C,
  - vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;
- Plage horaire : de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil.

L'exploitant tient à disposition les données d'activation de la mesure (température, vitesse du vent, horaires d'arrêt et de reprise de production) et les transmet sur demande à l'inspection des installations classées.

## **Article 3 : Actions concernant la préservation de l'avifaune**

### **3.1. Zone de quiétudes et perchoirs**

Dans un objectif de préservation et de gestion favorable de l'avifaune locale, et notamment des espèces sensibles telles que le Faucon crécerelle et les Busards, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

#### **I. Mise en place de zones de quiétude :**

L'exploitant aménage des zones de quiétude destinées à constituer des secteurs attractifs (chasse, nidification), localisées à une distance minimale de 1 000 mètres des éoliennes, afin d'attirer les rapaces à l'écart des zones à risque de collision.

Ces zones devront être définies dans un plan de gestion spécifique, précisant l'implantation, la superficie, les modalités de gestion et les objectifs écologiques. Ce plan de gestion devra être transmis au préfet dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **II. Installation de perchoirs fixes et limitation de l'attractivité aux abords des aérogénérateurs :**

L'exploitant implante des perchoirs fixes en périphérie du parc éolien, à destination des espèces ciblées (Faucon crécerelle et Busards). Ces dispositifs devront être situés hors des zones de danger immédiat (à une distance suffisante des éoliennes) et adaptés à la morphologie et au comportement des espèces visées.

Un descriptif détaillé des localisations, caractéristiques techniques, matériaux utilisés et modalités d'entretien des perchoirs sera joint au plan de gestion des zones de quiétude mentionné ci-dessus.

L'exploitant équipe également le balisage de milieu de tour et les panneaux avec des pics anti-pigeons pour limiter l'attractivité aux abords des éoliennes.



### III. Suivi de l'efficacité des aménagements :

L'année suivant la mise en place des mesures prescrites au présent article, l'exploitant met en œuvre un suivi environnemental destiné à évaluer l'efficacité des mesures prescrites. Ce suivi portera notamment sur :

- la fréquentation des zones de quiétude par les espèces cibles ;
- l'évolution de l'usage de l'espace par les rapaces dans et autour du parc éolien ;
- l'adéquation fonctionnelle des perchoirs installés.

Les résultats de ce suivi seront transmis à l'inspection des installations classées.

#### **3.2. Actions concernant le Milan Royal**

L'exploitant réalise un suivi environnemental composé de 11 sorties entre le 1er février et le 15 avril 2026 afin de caractériser le comportement du Milan Royal en période de migration pré-nuptiale. Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, sera transmis à l'autorité administrative compétente.

Ces sorties sont réalisées par un écologue en capacité d'observer l'ensemble des machines et de déclencher, sans délai, la mise en œuvre de mesures de réductions en cas de comportement à risque impliquant au moins un individu. Le cas échéant, l'exploitant informe l'autorité administrative compétente des mesures prises sous un délai de 48h.

#### **3.3. Suivi environnemental de mortalité de l'avifaune**

L'exploitant met en place un suivi de la mortalité avifaunistique, en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ce suivi est réalisé selon 39 passages répartis entre les semaines 6 et 45 en 2026, afin de couvrir les périodes de migration.

Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, sera transmis à l'autorité administrative compétente.

### **Article 4 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié à la société Parc éolien des Puyats.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires des communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **30 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

### **Délais et voies de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.